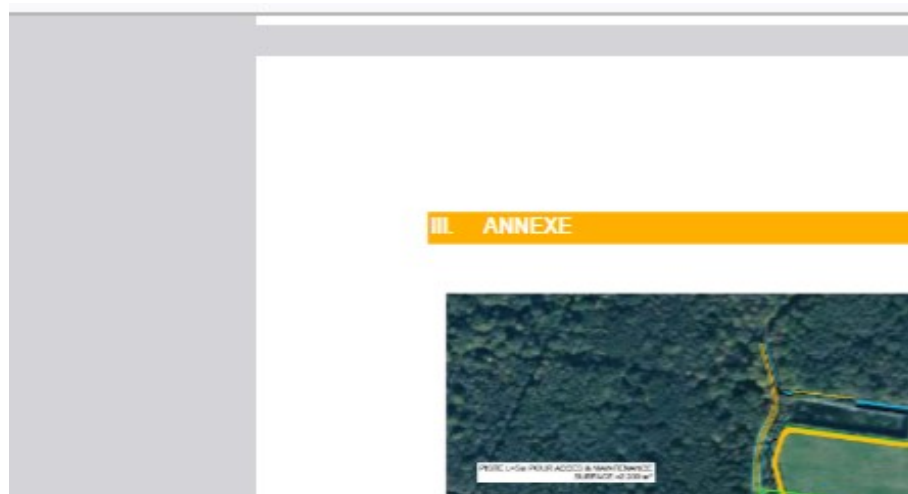


**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

**DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

**ENQUETE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE PRESENTEE PAR LA
SOCIETE TOTAL ENERGIES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE CENTRALE
PHOTOVOLTAIQUE SUR LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

Conduite du 15 juin au 17 juillet 2023



AVIS MOTIVE

**Rédigé par M. Claude POUHEY
Commissaire Enquêteur
Désigné par la décision du Tribunal Administratif
E23-30/77 du 20 avril 2023**

Transmis le 7 août 2023

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Claude Pouey', written over a horizontal line.

Claude POUHEY

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

CONTEXTE DU PROJET

La présente enquête publique porte sur le projet de création d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Ferolles-Attilly située à l'ouest du département de la Seine-et-Marne, en limite du département du Val-de-Marne, par la société TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE, qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Cette commune compte environ 1160 habitants. Elle fait partie de la Communauté des Communes « Les Portes Briardes » constituée par les communes suivantes : Ozoir-La-Ferrière, Tournan-en-Brie, Gretz-Armainvilliers, Lésigny, Férolles-Attilly.

Total Energies Renouvelables France a déposé auprès de la commune de Férolles-Attilly une demande de permis de construire le 18 mars 2021.

Cette demande est soumise à enquête publique en application de l'article R.423-57 du Code de l'Urbanisme, la Préfecture de Seine-et-Marne a engagé la présente enquête selon les modalités décrites ci-après.

Compte tenu du contexte de cette opération, la Préfecture de SEINE-et-MARNE a pris l'arrêté préfectoral n°2023-01-DCSE-BPE-URBA du 11 mai 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance d'un permis de construire (PC n°077 180 21 00002) demandé par la société « TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE » en vue de la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de FEROLLES-ATTILLY (77).

ENJEUX DE L'OPERATION

Présentation du projet

Le projet consiste à construire une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Ferolles-Attilly (Seine-et-Marne), sur le site d'une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). Le projet s'étend sur une superficie d'environ 37 ha ce qui correspond à l'emprise foncière totale du parc clôturé.

La fermeture de la décharge date de 1991 et la zone de stockage des déchets (32 hectares) a été réaménagée et entièrement végétalisée du fait de la plantation d'arbres et d'arbustes et la couverture de graminées.

De plus ce site comprend :

- deux bassins de rétention des eaux superficielles d'une capacité de 2500 m³ ;
- 3 bassins de 2000 m³ et un évaporateur pour le traitement des lixiviats ;
- un réseau de dézagage constitué de 156 puits permettant de capter les effluents de biogaz.

Dans le cadre de la première phase de réalisation, le parc solaire sera composé de 12 960 panneaux à base de silicium implantés sur une superficie de 3,2 ha et générera une puissance électrique de 6,9 MWc soit une production annuelle d'environ 7,85 GWh/an.

L'étude d'impact prend en compte la potentielle réalisation d'une deuxième phase sur une superficie de 1,94 ha consistant essentiellement en l'ajout de tables photovoltaïques supplémentaires et d'un poste de transformation.

Les modules solaires seront déposés sur des supports fixes reposant directement sur le sol au moyen de plots autoportants ou de gabions ne nécessitant pas de fondation.

Outre le poste de livraison électrique, deux postes de transformation électrique seront installés sur le site de la centrale. Ces locaux préfabriqués de 6 m de longueur et de 3 m de largeur seront posés sur un lit de gravier ou sur une dalle béton de 80 cm de profondeur de manière à ne pas impacter le sous-sol.

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

CONCLUSIONS ARGUMENTEES

La procédure d'enquête publique mise en œuvre dans le cadre de la demande de permis de construire déposé par la Société Total Energies Renouvelables a conduit au recueil de :

- 34 items dans le registre papier (RP) (cf. annexe 1).
- 30 items dans le registre dématérialisé (RD) (cf. annexe 2) ;

Le dépouillement des deux registres d'enquête, les entretiens tenus avec les personnes qui ont consulté le dossier d'enquête lors des permanences ainsi qu'avec les personnes ayant participé à la séance d'informations du 4 juillet 2023 ont conduit à répartir les observations portant effectivement sur l'objet de l'enquête et à questionner la maîtrise d'ouvrage selon les 7 thématiques et questionnements suivants :

- T1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier de l'enquête publique associée ;
- T2 : Incompatibilité du projet avec le PLU en vigueur ;
- T3 : Respect de l'arrêté préfectoral n°9 DAIDD IC 291 du 16/11/2009 ;
- T4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation de la centrale sur un site sous surveillance ;
- T5 : Impact sur l'environnement et la biodiversité du site ;
- T6 : Incidences sur le voisinage du site ;
- T7 : Incidences financières du projet pour la commune et les férollais.

Globalement le public et les associations sont favorables à la création de ce type de centrale solaire, éloigné des centralités urbaines des villes avoisinantes (Ferolles-Attilly, Chevry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière) et qui permet de produire de l'énergie renouvelable se substituant à l'énergie thermique et favorisant la réduction de l'empreinte carbone des consommations énergétiques. Les associations environnementales ont essentiellement réagi par rapport à l'implantation de cette centrale solaire sur un site d'exploitation de déchets qui fait encore l'objet d'un suivi post-exploitation jusqu'en 2038.

**T1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier
de l'enquête publique associée**

Je considère que le public, les associations et les instances communales ont été correctement informées de la réalisation de ce projet de centrale solaire du fait de :

- *la mise en œuvre des mesures réglementaires édictées par l'arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023 ;*
- *l'organisation d'une réunion d'échanges sur le projet en présence de Mme FONTBONNE, Maire de Férolles-Attilly et de Mme LEMEUNIER de la maîtrise d'ouvrage le 23 juin 2023 ;*
- *l'animation d'une séance d'informations « Journée Portes Ouvertes » le 6 juillet 2023, soit en cours d'enquête publique, juste avant l'échéance des congés scolaires ;*
- *les dispositifs mis en place par la Préfecture : registre dématérialisé, tablette de consultation du dossier en mairie, dossier d'enquête dématérialisé sur le site internet de la Préfecture ;*
- *la forte mobilisation des associations environnementales locales et régionales.*

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

T2 : Incompatibilité du projet avec le PLU en vigueur

Je confirme que c'est la version du PLU de 2013 et non celle en vigueur qui doit servir de référence réglementaire pour la phase 1 de ce projet de centrale solaire. Le dépôt de deux certificats d'urbanisme, même s'ils ont reçu un avis négatif, le 29 octobre 2020 et le 1^{er} février 2021, a fixé les droits applicables au terrain d'accueil du projet. Ces dates étant antérieures à la date d'approbation du PLU révisé (9 mai 2021), ce sont effectivement les prescriptions du PLU approuvé le 29 mars 2013 qui s'appliquent à ce projet, et en particulier celles de la zone Nd qui stipulent que « sont autorisées les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif liées aux voiries et réseaux divers, sous conditions que toutes les dispositions soient prévues pour leur insertion dans l'environnement et le maintien de la qualité écologique et paysagère des milieux ». Ce qui a été confirmé par la DRIEAT (Direction Régionale et Interrégionale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France) qui a donné un avis favorable au projet par son courrier du 28 mars 2023.

Concernant le périmètre de la demande de permis de construire et donc de l'enquête publique, je confirme qu'il correspond effectivement à la phase 1 du projet, la phase 2 n'étant pas compatible avec le PLU de 2013 du fait qu'une partie du terrain concerné est classé en EBC (Espace Boisé Classé) et est protégée par une bande d'éloignement de 50m. Il est effectivement indispensable que l'étude d'impact couvre les deux phases du projet afin d'avoir une vision complète de l'impact du projet sur son environnement.

T3 : Respect de l'arrêté préfectoral n°9 DAIDD IC 291 du 16/11/2009

Dans un courrier de la DRIEET d'Ile de France en date du 8 janvier 2020 (joint à l'annexe 2), il est précisé que suite à la transmission à la Préfecture par la société SIDA FD d'un dossier de récolement des travaux de réaménagement final de la décharge de Férolles-Attilly, le Préfet de Seine-et-Marne a :

- acté par courrier du 18 février 2008 le réaménagement final de la décharge et fixant le début de la période de suivi post-exploitation de 30 années au 1^{er} janvier 2008 ;*
- imposé par arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009, dees servitudes d'utilité publique sur l'ancienne décharge.*

Je confirme que le projet de centrale scolaire respecte les dispositions de servitude de l'arrêté précité :

- en mettant en œuvre des procédés visant à réduire au maximum les impacts sur les zones recelant des déchets ;*
- en veillant à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats.*

**T4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation
de la centrale sur un site sous surveillance**

Je relève que la DDT (Direction Départementale des Territoires) 77 a demandé le dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau dans son courrier, en date du 26 avril 2021 (joint en annexe 2), la validation par la Police de l'eau du 77 de cette déclaration étant obligatoire pour la construction de la centrale.

Je considère qu'il est essentiel que la maîtrise d'ouvrage réalise des études géotechniques supplémentaires, de type essais de plaque, en amont des travaux pour dimensionner les fondations hors sols.

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

Outre la poursuite du suivi post-exploitation prévue jusqu'en 2038 avec un suivi de la topographie, je recommande que le porter-à-connaissance, concernant la modification des conditions d'exploitation suite aux derniers travaux réalisés sur le site par la société exploitante IWS SUEZ, soit pris en compte par la maîtrise d'ouvrage, avant la construction de la centrale, pour s'assurer que l'implantation de cette dernière ne remette pas en cause les conditions de remise en état du site et son suivi post-exploitation et éventuellement infléchir certaines dispositions du projet. D'autant que le document comprendra une étude de risques détaillée que la DRIEAT (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports) devra instruire et dont l'accord sera obligatoire pour le lancement du chantier de la centrale solaire.

L'exploitation du site a été arrêtée en 1991 et la fin de son aménagement post-exploitation en 2008 soit il y a 15 ans, ce qui milite pour assurer que le site tend vers l'inactivité concernant le tassement des dômes, la production de biogaz ou de lixiviat comme l'indique le dernier relevé topographique de 2018 fourni par la maîtrise d'ouvrage (cf. annexe 4).

Il conviendra d'établir un mémoire technique à la fin de la période de suivi post-exploitation. Il devra être présenté à l'inspection des installations classées qui sera amenée à établir un arrêté complémentaire de fin de suivi, actant ou non sa poursuite en fonction de l'état du site.

T5 : Impact sur l'environnement et la biodiversité du site

Je considère que les mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser) de l'étude d'impact sont de nature à permettre une bonne intégration environnementale de ce projet de centrale solaire.

Les infrastructures actuelles et les modalités de gestion des lixiviats, qui ne seront pas rejetés dans le milieu naturel contrairement à certains dires, seront conservées.

Les relevés topographiques communiqués par la maîtrise d'ouvrage (cf. annexe 4) confirment la poursuite du processus de dégradation organique des déchets et donc de stabilisation de leurs dômes.

Il est indispensable que la maîtrise d'ouvrage mette en place un suivi de la bonne mise en place des mesures mentionnées dans l'étude d'impact, ce qui permettra de vérifier si les dispositions préconisées par cette dernière sont effectivement efficaces.

T6 : Incidences sur le voisinage du site

Je recommande la finalisation du plan de circulation des véhicules de chantier en prenant en compte le fait que la RD35 est interdite aux poids lourds sauf desserte locale dans la traversée de l'agglomération de Chevry-Cossigny et que la réalisation des travaux nécessite une circulation de véhicules de chantier sur un axe fréquenté aux horaires de départ et de retour du travail (pics 7:00-9:30 16:00 -19:00) par des véhicules légers, et par des engins agricoles. De plus, il sera indispensable de sécuriser l'accès au parc zoologique pendant la phase chantier mais aussi pendant la phase d'exploitation car le chemin d'accès est commun avec celui du zoo pour ses visiteurs et en particulier de par sa fréquentation de très jeunes enfants.

Il n'est pas indiqué dans le dossier comment sera assurée la signalisation des alertes incendie ou autres incidents de fonctionnement de la centrale solaire et du centre d'enfouissement au zoo d'Attilly et aux habitations voisines de façon à prendre les protections adéquates à l'endroit des personnes et des biens.

Il convient de s'assurer que l'étude hydraulique menée dans le cadre de l'élaboration du dossier Loi sur l'Eau a bien diagnostiqué que les ruissellements induits par l'installation de panneaux

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

photovoltaïques sont sans effet sur le débit des rus les réceptionnant.

La maîtrise d'ouvrage explique que l'ancienne décharge est en train de se stabiliser et que certains réseaux ont été ou sont en cours de démantèlement car plus aucune activité n'y a été détectée. Dans l'étude d'impact, elle se réfère à un suivi post-exploitation de 2013 alors que d'autres relevés topographiques effectués en octobre 2015, avril 2017, novembre 2018 et novembre 2019 (cf. annexe 4) montre que cette évolution favorable constatée en 2013 se poursuit. Cela permet en particulier de garantir que le site n'impacte pas le voisinage dont les habitants les plus proches sont ceux d'une maison située à 360m et le gardien du zoo.

Les prescriptions du SDIS sont globalement respectées pour le site à l'exception toutefois de la disponibilité sur le site ou à proximité d'un bassin de réserve incendie alimenté en permanence alors que les deux bassins de rétention existants sont à sec en période de sécheresse. Il est nécessaire d'étudier une solution palliative à mettre en œuvre dès le démarrage du chantier.

Le site de la centrale solaire n'impactera pas l'environnement paysager actuel du fait de son éloignement de la RD35, de la marge de recul d'implantation des panneaux et de son entourage de massifs arborés et plus ou moins denses qui en masquent sa visibilité à partir du zoo ainsi que des fermes et de la maison voisines

T7 : Incidences financières du projet pour la commune et les férollais

La commune peut exploiter les possibilités de négociation de mesures d'accompagnement collectives avec la maîtrise d'ouvrage, même si l'implantation de la centrale solaire se fait sur une parcelle privée.

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

AVIS MOTIVE

Sur la forme : je n'ai pas relevé lors de l'examen du dossier, des réunions avec Maîtrise d'Ouvrage et la Commune d'anomalie ou de problème concernant directement la procédure et le dossier d'enquête.

D'autre part, l'enquête s'est très bien déroulée comme le précise les paragraphes III et IV du rapport d'enquête.

Sur le fond :

Considérant que :

- La communication sur la réalisation du projet et sur la tenue de l'enquête publique correspondante a été correctement déployée et outillée pour permettre au public et aux associations de s'exprimer sur ce projet de centrale solaire ;
- La phase 1 du projet est compatible avec la version PLU de 2013 dont elle respecte le cadre réglementaire ;
- Les servitudes d'utilité publique prescrites par l'arrêté préfectoral n°9 DDAIDD IC 291 du 16/11/2009 sont respectées ;
- La cohabitation de la centrale solaire avec une ancienne décharge faisant l'objet d'un suivi post-exploitation est possible compte tenu des niveaux de stabilisation et d'inactivité de l'ancienne décharge et des mesures de protection qui seront mises en œuvre pour préserver les zones à enjeu fort.

Toutefois, il conviendra :

- de prendre en compte, avant la construction de la centrale, le porter-à-connaissance, concernant la modification des conditions d'exploitation suite aux derniers travaux réalisés sur le site par la société exploitante IWS SUEZ, pour s'assurer que l'implantation de la centrale ne remettra pas en cause les conditions de remise en état du site et son suivi post-exploitation ;
- de réaliser des études géotechniques supplémentaires, de type essais de plaque, en amont des travaux pour dimensionner les fondations hors sols ;
- d'établir un mémoire technique à la fin de la période de suivi post-exploitation. Il devra être présenté à l'inspection des installations classées qui sera amenée à établir un arrêté complémentaire de fin de suivi, actant ou non sa poursuite en fonction de l'état du site.
- L'impact sur l'environnement et la biodiversité fera l'objet de fortes mesures ERC (Eviter, Réduire, Compenser) de nature à les préserver ou à réduire l'impact du chantier ;
- Les incidences sur le voisinage nécessitent :
 - la finalisation du plan de circulation des véhicules de chantier et la mise en œuvre de mesures de protection de l'accès au zoo ;
 - la définition d'un plan de gestion des alertes incendie à diffuser au voisinage (zoo, fermes, habitation ;
 - l'étude d'une solution palliative pour faire face au risque incendie en cas d'assèchement des bassins de rétention d'eau.

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

- *Il existe des possibilités de négociation pour la mise en œuvre de mesures d'accompagnement collectives au niveau communal*

En conséquence, je recommande

R1. La prise en compte par la maîtrise d'ouvrage, avant la construction de la centrale, du porter-à-connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation suite aux derniers travaux réalisés sur le site par la société exploitante IWS SUEZ, pour s'assurer que l'implantation de la centrale ne remettra pas en cause les conditions de remise en état du site et son suivi post-exploitation, ce qui pourrait si nécessaire infléchir certaines dispositions du projet.

R2. L'établissement d'un mémoire technique à la fin de la période de suivi post-exploitation. Il devra être présenté à l'inspection des installations classées qui sera amenée à établir un arrêté complémentaire de fin de suivi, actant ou non sa poursuite en fonction de l'état du site.

R3. La mise en place d'un suivi de la bonne mise en place des mesures mentionnées dans l'étude d'impact ce qui permettra de vérifier si les dispositions préconisées par cette dernière sont efficaces.

R4. La finalisation du plan de circulation des véhicules de chantier garantissant la sécurisation de l'accès au zoo.

R5. La définition d'un plan de gestion des alertes incendie à diffuser au voisinage (zoo, fermes, habitation).

R6. L'étude d'une solution palliative pour faire face au risque incendie en cas d'assèchement des bassins de rétention d'eau.

-

Et je délivre un AVIS FAVORABLE

**à la demande du permis de construire d'une centrale solaire photovoltaïque
présentée par la Société Total Energies Renouvelables France
sur le territoire de la commune de Férolles-Attilly**

**A Créteil le 7 août 2023
Le Commissaire Enquêteur**



Claude POUEY